

# Entretien avec *Ragemag*

## Pièces et Main d'Œuvre : « L'humain c'est l'erreur »

Source : [www.ragemag.fr](http://www.ragemag.fr)

Publié le 27 novembre 2013 à 15:17 par Galaad Wilgos

**Vous vous apprêtez à lire cet entretien sur un magazine né du web et vivant sur les réseaux sociaux, probablement sur l'écran de votre ordinateur, voire de votre smartphone, si vous êtes dans les transports ou de votre tablette si vous êtes sur un canapé. Et pourtant, les membres de Pièces et Main d'œuvre, généralement abrégé en PMO, groupe basé à Grenoble qui se revendique du néo-luddisme, sont des critiques radicaux du nucléaire, des technologies, du progrès techno-scientifique, de la surveillance généralisée ou de la société industrielle. Ils refusent à la fois l'expertise et l'appellation de collectif. Comme un fait culturel ne peut être débattu et compris si rien ni personne ne s'y oppose et que toute avancée technologique entraîne des réflexions éthiques, depuis Héraclite jusqu'à Hans Jonas, nous avons trouvé intéressant de recueillir l'avis de ceux que le CNRS décrit comme « très contestataires ». Un point de vue tranchant sur le rapport de l'homme moderne aux technologies qu'il utilise désormais comme des interfaces naturelles avec le monde.**

**Ragemag : Philosophie magazine consacrait son numéro d'octobre 2013 au téléphone portable et se posait la question : « cet objet vous veut-il du bien ? » Nous savons que près de 75% des Terriens en possèdent un et que le nombre de portables existants est en constante progression. Du coup, nous vous la reposons : le téléphone portable nous veut-il du bien ?**

PMO : Le téléphone portable ne nous veut rien. Nous distinguons les choses des humains qui, eux, ont une volonté. Le portable est le produit de laboratoires de recherche et de développement et de l'industrie de la micro-électronique, dont les actionnaires, dirigeants, chercheurs, ingénieurs et techniciens mettent au point les *innovations* à nous vendre pour maintenir et accroître le taux de croissance. Ce qu'ils ont accompli avec une réussite inédite dans le cas du téléphone portable, l'innovation technologique qui s'est répandue le plus vite dans l'Histoire.

Le portable est un parfait cas d'école pour comprendre le fait technologique. Ceux qui refusent de penser la technologie rabâchent que « tout dépend des usages ». Comprenez : le portable – comme la technologie – est neutre, ni bon ni mauvais « en soi ». Ce sont les humains qui en font un bon ou un mauvais usage, et donc il est stupide de le critiquer. Ce déraisonnement suppose que le téléphone aurait une existence « en soi », hors de l'usage qu'en font les hommes – comme le suggère le titre de « Philosophie magazine ». Non seulement la technologie n'existe pas hors de ses usages – puisqu'elle consiste précisément en une application de la recherche – mais elle transforme le monde *quels que soient les usages que l'on en fait*. Le téléphone portable sert à appeler les secours comme à bavarder futillement. S'en tenir à cette banalité occulte le fait majeur : le monde avec téléphone portable n'est pas le monde d'avant, « augmenté » du téléphone portable, mais bien *un autre monde*.

Chacun peut le constater : nos liens sociaux, notre travail, notre langue, notre rapport au temps et à l'espace, notre organisation personnelle et collective, mais aussi nos villes, les réseaux de transport, les services publics, le commerce – *tout* a été bouleversé par cette technologie. Sans que jamais nous n'ayons eu notre mot à dire sur cette *révolution politique*. Sans que jamais ne soit réalisé un bilan – un audit comme on dit dans l'industrie – de cette révolution. Pour nous, quels que soient les « bons usages » que les humains enchaînés à leur prothèse électronique ne manquent jamais de mettre en avant, le monde sans portable est moins dégradé que le monde avec. D'un point de vue écologique (exploitation du coltan, destruction de zones naturelles et guerres autour des mines en Afrique, déchets et pollutions électroniques) et sanitaire (pollution électromagnétique, phénomènes de dépendance, troubles du sommeil et de la concentration), évidemment. Mais le plus grave sont les atteintes d'ordre social, politique et anthropologique : cet assistant de vie électronique a diminué nos facultés de vie et notre autonomie.

Quand nous avons publié *Le téléphone portable, gadget de destruction massive* (éditions l'Échappée), en 2008, nous racontions comment les sociologues de l'innovation et des usages, chargés d'imaginer des applications socialement acceptables aux technologies disponibles, annonçaient déjà la transformation du portable en « couteau suisse », en outil à tout faire. Ce qu'ils disent, ils le font. Aujourd'hui le prétendu *smartphone* remplace le téléphone portable, et accroît de façon exponentielle la dépendance à son égard, en concentrant toujours plus de fonctions en un objet. Si le smartphone devient l'interface universelle avec le monde, comme le dit béatement *Philosophie magazine*, c'est parce que le monde devient un monde *numérique*. Si tout est réductible à un code informatique – la musique, les livres, les images, la voix, les autres, l'action devenue transfert « d'informations » (de données en fait) – alors le portable devient l'interface obligée (sinon *de jure, de facto*). Ayant asservi la masse au virtuel, il n'est que trop simple de la basculer dans la « réalité augmentée » et la « planète intelligente » d'IBM – ce monde où chaque chose, chaque être, chaque élément du décor est muni de sa puce à radiofréquence (RFID) pour que plus rien n'échappe au filet électronique.

Parmi les vraies fonctions du portable et de ses réseaux de transmission, détection, localisation, surveillance et espionnage des usagers sont vite devenus des banalités de base. Il est connu que plus nous avons de « moyens de communication » (téléphone, répondeur, internet), moins nous avons de choses à nous communiquer – hors du bavardage visant précisément à maintenir « la communication », à prouver notre existence dans un monde virtuel. Cela ne signifie pas, cependant, que la communication soit vide ou inutile. Ce que la « machine à gouverner » (Norbert Wiener) nous communique sans relâche à travers ses réseaux cybernétiques, ce sont des ordres, injonctions ou suggestions.

### **On en revient à la question de la neutralité de la technique et par extension, de la technologie. Qu'est-ce que vous pouvez en dire ?**

Distinguons d'abord la technique, consubstantielle à l'homme primitif (*homo habilis, homo sapiens, homo faber* : voir *Le Geste et la parole, Milieu et techniques* de Leroi-Gourhan) et qui n'ampute pas son autonomie, de la technologie qui résulte des combinaisons réciproques des sciences et techniques sous l'impulsion du capital. La technologie est un produit de la société industrielle qui asservit ses appendices humains (producteurs et consommateurs), modernes et contemporains, et substitue l'hétéronomie (la dépendance), à l'autonomie. Même en supposant une précoce division du travail (artisans, chasseurs, paysans, etc.), Rahan, le fils des âges farouches, ou Naoh, le héros de La Guerre du feu, peuvent façonner eux-mêmes une pierre et lui fixer un manche. Ils maîtrisent leur outil.

En revanche, les prolétaires du XIXe siècle qui approvisionnent en charbon la chaudière d'un marteau-pilon sont les esclaves d'une machine qu'ils ne peuvent pas construire seuls, ni sans la direction des ingénieurs et l'investissement du capital. Dépossédés de leur savoir-faire, réduits eux-mêmes à l'état de machines, ils dépendent d'un système social et technologique sans la moindre réciproque (ce qui n'empêche pas de multiples *feed-backs*, mais c'est une autre histoire). On peut soutenir que le marteau de pierre est neutre (*ne-uter* : ni l'un ni l'autre), ou plutôt *ambivalent* dans la mesure où il peut aussi bien enfoncer des coins que des crânes : c'est un outil. Le marteau-pilon est à la fois le produit d'une société transformée et une machine qui transforme la société. Le changement d'échelle entraîne un saut qualitatif. Les guerres tribales peuvent être aussi « totales » que celle de 14-18, mais qui ne voit la différence entre l'extermination réciproque de deux clans de l'âge de pierre et la première grande guerre industrielle ?

Pour continuer l'analogie, certes, le marteau-pilon a aussi des usages civils, par exemple l'emboutissage de plaques de métal afin de fabriquer des carrosseries de voitures. C'est sur l'axe historique et anthropologique « avant-après » qu'il faut examiner cette question. La technologie et l'économie accouplées (ou plutôt leurs agents et dirigeants, ce ne sont pas des forces impersonnelles) transforment sans cesse, de fond en comble, nos sociétés, sans que jamais les membres de la société aient leur mot à dire. Aussi les révolutions française ou russe ne paraissent que de simples sous-produits *politiques* de la vraie révolution, économique et industrielle. Décider consciemment et collectivement de l'évolution économique et technologique de notre société constitue l'objectif – peut-être impossible – de tout mouvement d'émancipation réelle. En résumé, l'hétéronomie technologique, c'est l'inverse de l'autonomie technique.

### **Que penser de manière plus générale des moyens de communication de notre siècle, qui ne sont plus si nouveaux ?**

En ce qui concerne les nouvelles technologies de l'information et de la communication, elles constituent principalement l'extension et la ramification de la machine à gouverner, « du gouvernail technologique » et de la

transmission de ses commandes aux moindres recoins du territoire (la Corrèze, le Zambèze) , de chacun de ses habitants, de chacun de ses éléments vivants ou inertes, animaux, plantes, paysages, décors, mobilier urbain, marchandises, objets, etc. C'est le maillage de la « planète intelligente » (IBM, Google et Cie), de la « ville intelligente », de « l'habitat intelligent », des objets « intelligents », du « e-Gouvernement », de la « e-Administration », du tout numérique, de la maternité à l'incinérateur grâce à « l'Internet des objets » et aux puces RFID (radio-frequency identification) qui permettent virtuellement la gestion centralisée du monde et de ses moindres éléments par l'ordinateur suprême. Autrement dit, l'avènement d'une fourmilière technologique et numérique – techno-totalitaire –, en lieu et place d'un monde d'individus (humains, animaux, végétaux). Ou encore l'incarcération de l'homme-machine et du vivant-machine dans le monde-machine.

Sans doute, ce monde-machine, organisé et informé de façon optimale, serait une enclave de résistance à l'entropie, à la dégradation de l'ordre et de l'énergie de notre système clos vers son plus bas degré. C'est bien ainsi que Norbert Wiener l'avait conçu (cf *Cybernétique et société. L'usage humain des êtres humains*, Édition 10/18, 1971), et que la techno-industrie le réalise déjà, à Singapour, aux Pays-bas, en Israël, en Corée du sud, pour ne citer que ses laboratoires les plus avancés. Ce techno-totalitarisme a bien entendu ses collabos enthousiastes, body-hackers injectés de puces RFID, en attendant de « s'augmenter » de mémoires, senseurs, organes et membres artificiels tel le coureur Oscar Pistorius.

Cet eugénisme technologique est lui-même le produit du ressentiment et de l'opportunisme ; l'humain c'est l'erreur ; les machines ne font pas d'erreur ; les machines sont en train de vaincre ; « *If you can't beat them, join them* ». D'où ce mouvement de déshumanisation qui est est d'ailleurs loin de se limiter aux tentatives d'hybridation homme-machine. On sait que ce mouvement déshumaniste et anthropophobe, né aux États-Unis, n'est en fait que la sacralisation de la technoscience, le culte du dieu Progrès par l'intercession de la Sainte-Technologie. Il combine cette haine de la chair et de la guenille humaine, propre aux manichéens, aux dualistes cathares, au puritanisme protestant que les colons de la Nouvelle Angleterre ont imprimé à la culture américaine. Ce n'est évidemment pas par hasard si un des responsables de la National Science Foundation (William Bainbridge, un sociologue des religions) est également un éminent représentant de la secte transhumaniste.

**Twitter, Facebook, les sites internet ou les blogs sont désormais employés pour militer en ligne, organiser des événements militants et propager des idées à contre-courant – par exemple les critiques du Traité Constitutionnel Européen de 2005 ou plus généralement, du capitalisme. Plus récemment, l'on a beaucoup parlé de l'emploi des réseaux sociaux durant les printemps arabes. Est-ce à dire qu'il est possible d'utiliser les NTIC et Internet pour lutter contre le système ?**

En ce qui concerne l'usage pratique et politique des nouvelles technologies de l'information et de la communication, elles peuvent, de manière secondaire, servir la conscience et la contestation de l'ordre subi, ni plus ni moins que le système routier, la presse, les médias, le téléphone ou tout autre moyen d'information et de communication grâce auquel les hommes éloignés géographiquement et socialement acquièrent une conscience commune de leurs situations respectives. Ils ne connaissent pas forcément leurs voisins, mais ils savent comment on vit à l'autre bout de la Terre et/ou de l'échelle sociale. En ce sens, Internet est un accélérateur et un amplificateur et il n'est pas plus stupide d'ouvrir un site aujourd'hui, qu'il ne l'était de faire des journaux au XIXe siècle. Quand toute la vie est sur Internet, la politique et la contestation y sont aussi. Quand on est dans l'eau, on se mouille.

Simplement les sites dominants sont les sites de la technocratie dominante, de même que les journaux dominants étaient ceux de la bourgeoisie dominante. L'ouverture d'un site contestataire est un bénéfice dérisoire en contrepartie d'une perte gigantesque. Quel bénéfice représente la publication de journaux et la possession des armes à feu par les Indiens Cherokees, par exemple, en contrepartie de la destruction de leur liberté et de leur mode de vie ? Au mieux, la possibilité fugitive d'exprimer leur « passéisme » et leur « nostalgie réactionnaire » comme diraient *Les Inrockuptibles*, France Inter et toute la gauche innovante. Assurément, ce mouvement de broyage et d'homogénéisation est vue du meilleur œil par la tradition progressiste, marxiste ou sous-marxiste hier, post-moderne aujourd'hui.

Dans le feu de l'action, on fait feu de tout bois. Pourquoi pas Internet, Twitter, les réseaux sociaux, etc. Mais encore une fois, il s'agit d'un bénéfice tactique, dérisoire, dans le contexte d'une perte stratégique gigantesque. Engels le notait déjà en 1870, à propos de l'introduction des fusils « Chassepots », quelques mois avant la Commune : le progrès technologique, dans les affaires civiles et militaires, accroît l'avantage du pouvoir dans le rapport de forces avec les sans-pouvoirs. Quand les cyber-mutins surfent sur le web, le pouvoir, lui, dispose déjà des technologies d'après – drones de surveillance, architecture logicielle pour pilotage centralisé de tous les

systèmes connectés d'une ville (tel Hypervisor, vendu par Thalès), réseaux de capteurs, etc. C'est aussi le pouvoir, politique et industriel, qui possède, administre et permet ou non l'accès aux infrastructures indispensables à la circulation de l'information : câbles sous-marins, data centers, antennes et satellites. Un gouvernement où les maîtres de ces infrastructures peuvent couper l'accès à Internet et aux télécommunications, comme ce fut le cas en Égypte.

Ce que les printemps arabes ont rappelé ces dernières années c'est qu'il n'y a plus aujourd'hui de révolution possible (changement de régime ou de société), sans permission ni participation de l'armée, ou d'une faction suffisamment forte de l'armée. Enfin c'est un corps en flammes qui a mis le feu aux poudres en Tunisie, et ce sont des corps en chair et en os qui affrontaient la police, place Tahir. Les militants arabes ont maintes fois protesté contre cette vision technolâtre de « révolutions 2.0 ». Nous les croyons davantage que les jacasses radicales.

**Dans votre entretien avec Hervé Kempf (voir [ici](#)), vous dites d'ailleurs que « le succès du téléphone portable illustre le fait qu'il n'est plus possible de vivre en dehors de la technosphère ». Peut-on se couper de la technologie sans vivre en ermite ?**

Après la deuxième guerre mondiale, Paul Valéry annonçait « le temps du monde fini », pris dans la cage des latitudes et des longitudes, dans le filet du recensement des lieux, des ressources, des populations. Ce qu'on nomme la police – c'est-à-dire au sens premier, l'organisation rationnelle de la cité – du monde par les États, leurs organisations (ONU et Cie) et leurs services. Cette clôture du monde est l'effet du progrès technologique dans le domaine des communications ; transport des hommes, des marchandises et du matériel (train, avion, porte-conteneur, etc.) ; circulation électrique et électronique des messages (télégraphe, téléphone, radio, télévision, internet), qui l'unifie et l'organise sous la commande d'appareils technocratiques, centralisés, hiérarchisés, automatisés, dont la continuité s'étend dans l'espace et dans la durée. Cette constriction du monde, nous l'avons connue à plusieurs reprises, par cercles concentriques, quadrillages et maillages successifs. L'empire romain, c'est d'abord un réseau de voies normalisées, de l'Écosse à la Perse et du Nil au Rhin. Deux millénaires durant, les réfractaires au monde ont pu se réfugier au désert, dans les bois, aux îles, ailleurs, « *Anywhere out of the world* ». (Baudelaire)

Il n'y a plus d'ailleurs, sauf dans ces « zones grises » (Somalie, Congo, Nigéria, Mexique et quelques autres) abandonnées aux mafias et aux seigneurs de la guerre, soit par manque d'intérêt, soit par intérêt. Politiquement, elles servent de repoussoirs ; économiquement, de zones libres pour les pillards de métaux rares et les trafiquants de drogues. C'est-à-dire deux secteurs essentiels de l'économie planétaire unifiée. Ces « zones grises » ne sont en rien des zones libres, des zones d'autonomie temporaire ou des îles de pirates mythifiées. Elles sont plutôt les zones où l'État se libère du droit pour retourner à l'État sauvage et faire ses volontés sans être gêné par ses propres règles. Leurs habitants les fuient autant qu'ils peuvent pour se réfugier dans les zones de police d'État et doivent pour cela franchir non seulement les mers, les déserts et les montagnes, mais aussi les barrières technologiques.

Les retours à la campagne se font désormais sous emprise technologique et perfusion financière. Les satellites surveillent les parcelles cultivées afin de vérifier que les déclarations des propriétaires leur donnent bien droit aux subventions européennes. Les puces électroniques RFID permettent la traçabilité des cheptels et l'informatisation facilite l'intrusion des administrations et des organismes de gestion dans les exploitations, réduites à l'état d'unités de production sous-traitantes de l'industrie agro-alimentaire. Vous pouvez cultiver votre jardin, en particulier ou en professionnel, mais la Direction départementale des territoires ne manquera pas d'y envoyer des employés équipés de GPS, afin de vérifier que vos abricotiers ne souffrent pas de charka, auquel cas vous serez contraint à l'abattage.

On peut, dans certaines limites, vivre contre son temps, mais ces limites se resserrent toujours plus. On peut citer des exceptions, toujours plus rares et limitées, mais elles ne sont que ces fameuses exceptions qui vérifient la règle. On peut multiplier les exemples d'opposition individuelles ou collectives depuis les débuts du capitalisme industriel, ou même depuis le ressac écologiste des années soixante-dix, dans les pays avancés. Cela reviendra pour l'essentiel à l'inventaire de nos défaites. La conscience de la catastrophe retarde sur la catastrophe. Elle régresse même avec chaque génération qui, n'ayant pas connu « Le Monde d'avant » (Stefan Zweig), ignore ce qu'elle a perdu et ne se bat que pour le monde résiduel. On voit même de pseudo-rébellions pour davantage d'aliénation (eugénisme technologique, consumérisme corporel, cyborgs, body hackers, post et transhumanistes, etc.).

Ces pseudo-rébellions, qui constituent en fait le service marketing du techno-capitalisme, sont issues des départements de philosophie et de sociologie, d'abord aux États-Unis puis en France. Elles trouvent leur base sociale chez les geeks, les technoïdes et autres promoteurs de l'hybridation sous toutes ses formes, purs produits sociaux, c'est-à-dire en ce qui les concerne, industriels, en Californie et partout ailleurs. Cette gamme de produits est en expansion accélérée, non seulement dans les pays avancés où la population paysanne n'existe plus que pour le décor, mais même en Afrique où l'on vante les merveilles du téléphone portable pour la croissance économique. À part cela, non, en effet, aucune loi ne vous oblige à posséder un téléphone portable ni un ordinateur, ni à vous inscrire sur un « réseau social ».

### **Qu'est-ce qu'il vous semblerait bon de faire, dans ce cas ?**

Ce n'est plus un secret pour personne que nous vivons une crise écologique et sociale à l'échelle planétaire, qui va en s'aggravant. Lors d'une crise, tout est possible, rien n'est certain. La paresse consiste à miser sur l'effondrement inéluctable du système sous le poids de ses contradictions, comme l'ont fait tant de pieux révolutionnaires depuis le XIXe siècle. Cette foi consolante, variante du millénarisme religieux, favorise le quiétisme, malgré tous les démentis infligés par l'histoire et la réalité. D'ailleurs, peut-on appeler « crise » une intensification de toutes les contradictions économiques, écologiques et sociales qui va en s'accroissant de décennie en décennie et bouleverse à la fois la société humaine et son milieu naturel ?

La course de vitesse entre la catastrophe et la conscience de la catastrophe se double d'une autre course, entre la catastrophe et la fuite en avant technologique. Cette fois encore, le système peut survivre en se réinventant. La « planète intelligente » d'IBM, le monde-machine, les « technologies convergentes » (NBIC : Nano-Biotech-Informatique-sciences Cognitives), l'énergie solaire et la biologie de synthèse sont autant de développements du capitalisme vert et du green New Deal. Sans doute des hommes souffrent de cette catastrophe en cours, mais la technocratie planétaire a plus que les moyens d'étouffer toute velléité de révolte, précisément grâce à sa supériorité technologique, civile et militaire. Cela va de la télévision et des neuroleptiques aux drones et au programme Prism. Et bien entendu, de Pékin à New-York, en passant par Moscou, Londres ou Doha. Anti-impérialistes ne vous désolerez pas : l'Iran aussi aura sa bombe, comme l'Inde et le Pakistan. Mais les hommes-machines, les progressistes adaptés à ce monde-machine qu'ils ont produit et qui les produit en retour, de génération en génération, toujours plus perfectionnés, remplacent de plus en plus vite l'humanité obsolète, de sorte que l'on voit mal dans quelle population pourrait s'ancrer une conscience révoltée.

La réponse est donc : notre seule chance réside dans la conscience. Dans sa préservation, son extension, son accélération, afin de prendre la catastrophe de vitesse, s'il se peut. Notre tâche est de nommer et de donner ses raisons à la conscience révoltée. Nous devons être des producteurs d'idées, ces missiles mentaux qui se propagent de manière épidémique de cerveau en cerveau. Les idées ont des conséquences. Une idée qui s'empare de tous les esprits mute en force politique invincible. Sur ce terrain au moins, qui est la base, nous sommes tous à égalité entre nous et avec le système.

Le système n'a qu'une idée : la technologie (plus de technologie, « la solution est technologique »). Nous n'avons qu'une technologie : les idées (de meilleures idées). Les idées et la technologie, par leurs qualités épidémiques et reproductibles, sont à la fois similaires et inverses. Le langage est la technologie qui surpasse la technologie. C'est d'ailleurs pour cette raison que de décennie en décennie, sont détruits le langage et l'école qui enseignait le langage. On ne peut exprimer les idées qu'avec les mots qui les nomment, on ne peut les articuler qu'avec la syntaxe qui les relie. La réduction du langage à un *globish* de 150 abréviations SMS vise l'éradication de l'esprit critique. Les activistes radicaux qui piaillent pour la destruction de l'école républicaine – cette école qui, malgré tous ses défauts, offrait du moins les moyens de la critiquer –, sont bien bêtes, et « l'école numérique », à cet égard, bien plus efficace qu'eux.

Pour produire des idées, il faut enquêter. Collecter les faits et les ordonner de façon à produire une théorie, c'est-à-dire une vision ordonnée du monde. Il ne suffit donc pas de produire des idées, il nous faut produire des producteurs d'idées. Concrètement, fonder nos propres écoles, définir nos propres programmes et nos propres méthodes d'enseignement. Autant dire que ces écoles n'auraient que de lointaines ressemblances avec celles de la IIIe République.

## **Pour prolonger la question des méthodes, pourriez-vous expliquer les raisons qui vous ont poussé à adopter l'anonymat comme mode d'expression de vos idées ?**

Nous n'avons pas toujours été anonymes. Dans la presse dite parallèle des lointaines années 70, lorsque la règle et les convenances interdisaient de signer ses textes et pourchassaient l'expression personnelle au nom de la lutte contre l'individualisme et le vedettariat, l'un d'entre nous s'est fait une joie d'infliger sa griffe au bas de ses publications. À la fois par esprit de contradiction, parce qu'il se trouvait seul à dire ce qu'il avait à dire, parce qu'il le disait à sa façon personnelle (inacceptable pour le groupe), et pour afficher sa responsabilité des propos qu'il tenait. Quelques décennies plus tard, la mode dans certains milieux militants s'est inversée, tout en restant aussi conformiste et contraignante. L'anonymat est devenu interdit, au motif d'ailleurs excellent de responsabilité envers les propos tenus, et afin que les éventuels lecteurs n'aient pas affaire à des fantômes, mais à des individus en chair et en os à qui l'on pouvait répondre : Benoît Machin, Célimène Machine, etc. Le même esprit de contradiction nous a aussitôt poussés à l'anonymat – ce qui ne veut pas dire à la clandestinité. Nous ne sommes pas invisibles, nous, et la moindre bignole du village radical ne s'est jamais privée de colporter nos noms, ne serait-ce que pour avoir l'air dans le coup.

Cet esprit de contradiction nous a soufflé de signer nos premiers textes « Simples Citoyens » dans le but couronné de succès de faire ricaner les radicalistes. Entendons-nous : le refus du « citoyennisme » par ceux qui l'ont nommé ainsi, était une chose d'autant meilleure que ceux-là étaient capables de donner leurs raisons. La morgue radicaliste, le pharisaïsme qui croit avoir fait beaucoup quand il s'arroge une étiquette qui se résume pour lui à une pose de supériorité et des emprunts de vocabulaire, est risible. Il ne suffit pas de radoter qu'« être radical, c'est aller à la racine ». Il faut le faire, ce qui est évidemment hors de portée de ce qui se nomme par antiphrase « autonome ». Si le citoyen est celui qui demande plus d'État, il faut que le radicaliste nous explique ce qui doit être fait des ordures nucléaires et qui doit s'en occuper pour les 100 000 prochaines années, au bas mot. Quant à ceux qui se proclament « citoyens », ils joignent le plus souvent sous ce nom une certaine expertise technique à une grande confusion politique. Mais cela tient aussi à la typologie sociale des uns et des autres (étudiants « à capuche » versus profs à la retraite).

Quant à nous, nous n'avons jamais prétendu qu'au bricolage et à l'esprit critique. Nous ne sommes pas des révolutionnaires. Nous ne sommes pas des doctrinaires, nous apprenons pas à pas, mais nous le faisons par nous-mêmes. On connaît l'arbre à ses fruits. Il suffit de nous lire pour savoir qui nous sommes. Nous voulons que nos textes soient jugés sur leurs mérites propres, non sur une signature. Nous récusons les sources d'autorité – scientifiques, universitaires, politiques, médiatiques – qui donnent seules droit à la parole. Nous nous exprimons en anonymes, comme l'homme de la rue, l'homme ordinaire, celui qui n'a jamais la parole. Sans exciper d'aucun diplôme ou titre. Ni d'aucune expertise, cette ruse du système technicien pour dépolitiser les prises de décisions et déposséder les sociétaires de la société de leur compétence politique. Ce refus vaut pour la contre-expertise, cette ruse du système technicien pour infiltrer et retourner les oppositions à la tyrannie technologique.

Nous refusons aussi l'autorité de la parole dite « collective », toujours rabaissée au plus petit commun dénominateur. L'union fait la force : si on se groupe, en somme, c'est pour parler d'une seule voix. Nous ne cherchons pas la force. Nous préférons dire quelque chose seuls, que rien ou presque à beaucoup. Nous n'avons pas envie de gérer un comitas. D'y perdre notre ressort et notre indépendance avec, derrière la façade de l'égalité prétendue, la réalité de ceux qui agissent et de ceux qui font partie. D'ailleurs ce n'est pas l'organisation qui agit, mais l'action qui organise. Quand il le faut, nous nous allions avec d'autres individus politiques, pour faire des films, des livres, des journaux, des affiches, des cartes postales, un site Internet, des réunions publiques, des manifestations, des actions et des campagnes d'agitation.

En dépit de nos dénégations perpétuelles, nous échouons à faire entendre que nous ne sommes pas un collectif. La superstition collectiviste est telle que notre parole ne vaudrait rien, semble-t-il, si elle n'émanait pas de cette hallucination que projettent sur nous la presse, les militants et jusqu'aux analystes de la Fondapol. Dernièrement, nous avons encore descendu l'échelle de la respectabilité. Si l'on nous somme de nous identifier, nous nous présentons désormais comme des « animaux politiques » (Aristote). *Animaux* parce que nous sommes nés et que nous n'avons pas été fabriqués. *Politiques*, parce que membres de l'organisation sociale, et d'aucune autre.

## **Pourquoi revendiquez-vous l'appellation « luddite » ?**

Si nous avons choisi ce nom de « luddite » c'est qu'il nous semblait le moins mauvais, du moins pour ce moment. Il évite la litanie de nos hantises (anti-industrielles, anti-technologiques, anti-nano, anti-nucléaires, anti-OGM, etc.). Il honore ces casseurs de machines à l'aube du capitalisme industriel, qui, quarante ans avant Le

Manifeste du parti communiste, ont proclamé en actes que les rapports sociaux découlaient non moins des moyens de production que de leur propriété, privée ou commune (prétendue commune). Il ne renvoie pas à une doctrine pédante et figée, mais à une perpétuelle mise à jour de notre révolte et de ses raisons contre l'irraison forcenée de l'économie planétaire, à l'ère technologique. Ceci dit, les luddites ont perdu, et les conditions de vie, de communauté et de solidarité qui avaient permis leur révolte ont disparu avec ceux qui les défendaient.

### **Le terroriste Theodore Kaczynski, dit « Unabomber » est sans doute l'un des plus célèbres individus parmi les critiques anti-industrialistes. Qui est-il pour vous ?**

Le plus terrible missile que Theodore Kaczynski, alias Unabomber, ait lancé à la tête de la technocratie, c'est son manifeste *La société industrielle et son avenir*, publié en 1996 dans le New York Times en échange d'une promesse de renoncer à ses envois de colis piégés. Marx et Engels n'ont pas eu recours à cet expédient pour publier leur *Manifeste du Parti communiste* (1848), et l'eussent-ils fait que nous y eûmes perdu *Le Capital* et toutes leurs œuvres qui ont armé intellectuellement le mouvement ouvrier et révolutionnaire du XIXe siècle aux années soixante-dix du XXe siècle. En outre Kaczynski avait choisi trois cibles – trois morts –, de nulle importance dans son combat contre le techno-totalitarisme : le propriétaire d'un magasin d'ordinateurs, un cadre de la publicité et le président d'une corporation d'exploitants forestiers. On peut imaginer que l'assassinat d'Hitler aurait empêché la deuxième guerre mondiale et sauvé les juifs d'Europe – le facteur personnel jouait à l'évidence un rôle majeur, sinon décisif. Mais l'assassinat de Vannevar Bush, de Norbert Wiener et de John von Neuman, eux-mêmes, n'auraient que peu ou pas retardé l'avènement de la technocratie américaine.

Le livre de Kaczynski a fait l'objet de trois traductions en français. La première, présentée et préfacée par J.-M. Apostolidès et Annie Le Brun (Jean-Jacques Pauvert aux Éditions du Rocher, 1996), fut jugée « hâtive et sensationnelle », sans autre précision, par les éditeurs de L'Encyclopédie des Nuisances, qui, en conséquence, publièrent leur propre version en 1998. La troisième version « qui paraît simultanément en version originale anglaise aux éditions Xenia, contient la seule version authentifiée par l'auteur de *La Société industrielle et son avenir*. Elle constitue la source de référence pour les écrits de Theodore J. Kaczynski. » Cette version publiée en 2008, est due à Patrick Barriot, un ex-médecin militaire, « expert en matière de risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques » (cf. *Les armes de destruction massive et leurs victimes*. Flammarion, 2004), et qui « se consacre désormais aux nouvelles technologies (bio et nano) », quand il ne donne pas d'entretien à Radio Courtoisie.

Entre autres curiosités, Patrick Barriot présente celle d'être « ambassadeur en France de la République Serbe de Krajina », et d'avoir témoigné à décharge au procès de Slobodan Milosevic. *L'effondrement du système technologique* qui contient cette nouvelle traduction du manifeste de Kaczynski a été imprimée en Serbie. Les Éditions Xenia, fondées à Genève par Slobodan Despot et Claude Laporte se situent dans la mouvance nationaliste révolutionnaire. Le traducteur de cette troisième version reproche aux deux précédentes d'avoir faussé le texte de Kaczynski en donnant « progressisme » et « progressiste » pour « leftism » et « leftist » ; « processus d'auto-accomplissement » au lieu de « processus de pouvoir » pour « power process » ; et « activités compensatrices » au lieu de « activité de substitution » pour « surrogate activities ».

Sans entrer ici dans les subtilités du débat entre la lettre et l'esprit, il paraît clair que Theodore Kaczynski pourfend en effet le progressisme, mais qu'il nomme et vise particulièrement la gauche, en raison de son identification historique à « l'avant-garde et au parti du progrès ». La droite n'étant pour lui qu'une deuxième gauche, toujours en retard sur la première, comme les roues arrière suivent toujours les roues avant. Kaczynski lui-même, semble plutôt relever du *rugged individualism* à l'américaine, que de nos classifications politiques à la française. De même que le parti industriel et technologique rassemble du Front national à la Lutte ouvrière, ces trois traductions rappellent que le mouvement écologiste et anti-industriel traverse des courants qui vont des post-situationnistes aux nationalistes révolutionnaires.

### **En tant que néo-luddites, que pensez-vous des actes des briseurs de machine ou du terrorisme anti-technologique, bref, de l'opposition physique ?**

Ceux qui depuis les années 70 font sauter des pylônes d'EDF, des ordinateurs, ou des bateaux chargés de « boues rouges » qui fauchent des cultures transgéniques, barrent la route aux bulldozers ou la mer aux baleiniers n'ont nul besoin de nos avis. Ils font ce qu'ils croient devoir et ils ne pourraient faire autrement ; du moins, on peut le croire. Mais un écueil de l'opposition physique, c'est qu'elle attire les personnes les plus physiques, hommes ou femmes, et qu'on peut vite se retrouver avec une bande d'abrutis avides « d'action concrète ». Rapidement, les plus physiques prennent la direction de l'opposition physique. Il n'est pas question

pour nous de nous laisser enchaîner dans une solidarité automatique sous direction de noyaux putschistes ou manipulateurs, afin de fabriquer des héros, des martyrs et de satelliser les soutiens. D'ailleurs nul ne nous le demande.

Ce que vous nommez « l'opposition physique », c'est en fait l'action directe. S'il suffisait d'assassiner un tyran ou une poignée de tyrans pour en finir avec la société industrielle (aujourd'hui post-industrielle) et la tyrannie technologique, nul doute que se fussent présentés les héros et martyrs anxieux d'attacher leurs noms à une si belle action : il s'en présente toujours. Il ne s'agit pas de se débarrasser d'un ou de plusieurs individus particulièrement néfastes mais d'un système dont les structures étendues au monde, pénètrent au fond des sociétés. Sans élaborer, ce système est aux mains d'une classe, la technocratie, qui fusionne le capital et l'expertise. La technocratie ne produit pas ses fossoyeurs, comme la bourgeoisie du XIXe produisait la classe antagoniste des prolétaires : elle les élimine. Machinisme, robotisation, automatisation, informatisation, du point de vue positif ; dégradations multiples des conditions de survie, du point de vue négatif. L'écart va s'accroissant avec l'accélération technologique entre une « surhumanité de métier » (c'est-à-dire qualifiée et en symbiose avec les machines), et une sous-humanité obsolète en tant que main d'œuvre, insolvable en tant que marché, qui subsiste de maigres allocations et de pâtée industrielle (« malbouffe »), entre psychotropes, football et écrans divers. Du pain et des jeux pour une plèbe superflue dont la technocratie se lasse déjà de gaver les bouches inutiles.

On peut fantasmer une organisation luddite sur le modèle léniniste qui se consacrerait à la propagande et à l'agitation, en attendant son heure : une catastrophe techno-industrielle qui ferait passer Hiroshima pour de l'anecdote. Voire un djihadisme luddite. Les services de police jouent avec ces « menaces d'écoterrorisme » afin de justifier leur existence, leurs crédits, leur emprise toujours plus forte (voyez [A la recherche du nouvel ennemi, 2001-2025 rudiments d'histoire contemporaine, Pièces et main d'œuvre, éditions L'Échappée, 2009](#)). Les États anticipent ces menaces de la même façon qu'ils planifient leurs réactions militaro-policières en cas d'accident nucléaire dans le Tricastin. État de siège, bouclage de la région, etc. Non seulement les chances d'un djihadisme luddite semblent plus qu'hasardeuses, mais une société issue d'une catastrophe et d'un terrorisme planétaires serait pire encore que celle d'aujourd'hui.

L'issue est dans les moyens comme le poussin dans l'œuf. Reste que le bouleversement du monde et de ses populations, la destruction multiforme du milieu naturel et des conditions de vie sont des conséquences directes de l'accélération technologique. Il ne s'agit pas de s'appropriier collectivement cet emballement (avec les moyens de production et d'échange), mais de l'arrêter. Ce qui suppose la fusion du nombre, de la sous-humanité au rebut et de « la conscience luddite ». Cette fusion réalisée, « les chimpanzés du futur », comme les nomme le cybernéticien Kevin Warwick, inventeront d'eux-mêmes les moyens et l'organisation de leur révolte. Une fois encore, nous ne cherchons pas à organiser des recrues, mais à susciter des individus. Il nous semble que, pour ce moment, « les gens » ne souhaitent pas être rassemblés, ni organisés, ni dirigés. Qu'ils ne souhaitent pas être mobilisés (transformés en mob, en foule plus ou moins disciplinée) – ils ne le sont déjà que trop par la société machine. Ils nous semblent plus dans la fuite et l'évitement que dans l'affrontement. Comme Bartleby, « ils préféreraient ne pas » (« I would rather not to »). Ou plutôt ils préféreraient être démobilisés et redevenir des individus, et donc c'est plutôt à démobiliser que nous œuvrons. Mais c'est juste notre perception (ou notre désir), juste un moment. Aussi, pour ceux que cette chute démoraliserait et qui nous trouveraient trop négatifs, voici la citation de Sun Tzu en exergue des Commentaires sur la société du spectacle de Guy Debord (1988) :

*« Quelques critiques que puissent être la situation et les circonstances où vous vous trouvez, ne désespérez de rien ; c'est dans les occasions où tout est à craindre, qu'il ne faut rien craindre ; c'est lorsqu'on est environné de tous les dangers, qu'il n'en faut redouter aucun ; c'est lorsqu'on est sans aucune ressource, qu'il faut compter sur toutes ; c'est lorsqu'on est surpris, qu'il faut surprendre l'ennemi lui-même. » (L'Art de la guerre)*